

*Les crédits*

Sauf erreur, la dernière fois que j'ai vérifié, il y avait le ministre d'État chargé du chômage chez les jeunes, le ministre d'État chargé de l'Immigration—je n'en suis pas sûre, mais je sais qu'il y a au moins trois ministres d'État chargés de tâches dont la ministre elle-même ne saurait s'occuper, étant donné qu'elle sera vraisemblablement débordée par suite des réductions apportés au Programme d'assurance-chômage. Elle a dans son ministère bien des collaborateurs dont elle pourrait se passer.

J'aimerais envisager ce problème du point de vue des coûts de l'infrastructure dans les provinces maritimes. Pour en revenir au financement des programmes établis, il y a des domaines qui touchent tous les habitants de la côte de l'Atlantique, tels les soins de santé et l'enseignement universitaire. Par-dessus le marché, le gouvernement, je le répète, s'est attaqué à une autre infrastructure, soit le Programme d'assurance-chômage.

Dans nos régions rurales, le Programme d'assurance-chômage apporte un revenu d'appoint. Personne ne le conteste. Il a permis à la main-d'oeuvre saisonnière de demeurer sur place en attendant de trouver un emploi. Dans certaines régions rurales, ce n'est pas grand-chose, car les emplois saisonniers sont presque des emplois à plein temps. Dans d'autres régions, il a permis aux gens de toucher un supplément de revenu.

Le gouvernement actuel est en train de privatiser la caisse d'assurance-chômage. Autrement dit, cette caisse ne sera accessible qu'aux employés qui y cotisent en même temps que leur employeur. Libre à lui s'il veut la privatiser, mais je me demande comment le gouvernement s'y prendra pour distribuer aux Canadiens partout dans notre pays le supplément de revenu qu'ils touchaient jusqu'à maintenant. À mon avis, la plupart des Canadiens sont d'accord pour que les gens continuent de vivre dans les régions rurales, que ce soit à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique, dans le nord de l'Ontario, voire même dans certaines régions rurales du sud de cette province, dans le triangle d'or délimité par Montréal, Toronto et Ottawa.

Je ne peux pas croire que le gouvernement puisse déposer un projet de loi qui privera l'économie de cet apport et qu'il ne donnera rien aux personnes qui essaient de trouver des emplois plus permanents et d'obtenir pendant une plus longue période un revenu à partir des emplois qui existent. Il supprime cette source de revenu.

La ministre dit qu'elle consacrera au recyclage les fonds de la caisse d'assurance-chômage. On ne peut pas faire cela. On ne peut pas recycler des travailleurs, car si

on voulait les recycler tous, on aurait besoin de tellement d'argent que la caisse serait à sec. Par ailleurs, les programmes de recyclage ne donnent pas d'emplois aux habitants des régions rurales. Pourtant, le gouvernement réduit le programme. Selon le Congrès du travail du Canada, les changements apportés au Programme d'assurance-chômage coûteront 309 millions de dollars aux Canadiens de la région de l'Atlantique. En écoutant le débat cette semaine, j'ai entendu des gens dire: «Les libéraux ont eux aussi imposé des compressions ou des changements à l'assurance-chômage.» J'étais à la Chambre lorsqu'ils l'ont fait, mais ils n'ont pas agi comme le gouvernement actuel. Si les libéraux ont réduit certains éléments du régime, ils ont au moins investi des fonds dans la création d'emplois pour redonner leur dignité aux travailleurs et leur permettre d'accumuler les semaines supplémentaires nécessaires, et cela a fonctionné. Si une localité doit trouver des emplois, elle en trouvera à condition d'obtenir des fonds de création d'emplois pour garder ses gens sur place en attendant que s'ouvrent des débouchés. Le gouvernement ne fait pas cela. Il dit qu'il va recycler les travailleurs. Il va recycler dans le sud de l'Ontario ceux qui viennent des régions rurales de la Nouvelle-Écosse? Des gens des régions rurales de Terre-Neuve? Ce n'est pas ce que je considère comme une politique favorable aux économies régionales.

• (1350)

En 1988, le gouvernement a dû injecter 251 millions de dollars pour combler le manque à gagner de la caisse d'assurance-chômage parce que les pêcheurs n'ont pu verser la totalité de leurs cotisations. La plupart n'ont pas d'employeur qui puisse verser la totalité des contributions requises pour les pêcheurs. Le gouvernement ne contribuera plus au régime. Qui va suppléer? Qui va aider les pêcheurs en matière d'assurance-chômage? Personne. C'est sans espoir. Peut-être cela ne fait-il que traduire l'attitude du gouvernement envers les pêches de l'Atlantique: adienne que pourra. Les plus forts survivront, les étrangers resteront, les Américains continueront de pêcher notre poisson; entre temps, nous n'intervenons pas pour secourir ces milliers de personnes de ces localités qui s'adonnent à la pêche côtière. Il n'y a pas de programmes pour eux.

L'autre secteur qui a fait l'objet de compressions que je considère concernant l'infrastructure est celui de la défense. Quiconque habite sur la côte a pu constater l'importance des installations militaires: celles-ci ont été établies sur la côte est en raison des conflits mondiaux et du fait qu'il a fallu porter secours à nos alliés en traversant l'Atlantique.